



ÉDITORIAL

Depuis cinq ans, un ensemble de chercheurs et d'opérateurs¹ conduisent une « expertise collective » en matière de politiques publiques de lutte contre la pauvreté et les inégalités. L'idée initiale était de mettre en commun résultats de recherche et expériences de développement pour proposer aux décideurs une révision des politiques d'ajustement structurel. Compte tenu de l'émergence d'un étonnant consensus international sur la nécessité de « lutter contre la pauvreté », il fut décidé de concevoir cette expertise à la fois comme une analyse critique de ces politiques de lutte contre la pauvreté et comme une offre de propositions visant néanmoins à tirer parti des opportunités créées par la mise en œuvre des « Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté » financés par les mesures de réduction de dette en faveur des pays « pauvres ». Un premier livre intitulé *Inégalités et politiques publiques en Afrique*² a rendu compte de ces analyses ; un second doit sortir prochainement pour en expliciter les propositions³.

Le ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, qui a participé à cette expertise⁴, a récemment décidé d'apporter sa contribution à la proposition qui lui a été faite de prolonger ce travail, relativement informel, sous la forme d'un réseau, ouvert à plus d'équipes et mieux organisé, ayant pour fonction d'apporter un appui aux politiques publiques de lutte contre la pauvreté et les inégalités. Il s'agit d'accroître la synergie des travaux de tous ceux qui sont impliqués dans de telles politiques : chercheurs, bureaux d'études, administrations, associations, etc.

Cette synergie, nourrie de convergences et de contradictions, doit servir à analyser la réalité de la mise en œuvre des Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté ; à confronter ces analyses à l'échelle internationale avec nos collègues ; à fournir une offre d'expertise aux pays engagés dans ces politiques et aux demandeurs d'appui sur telle ou telle difficulté rencontrée dans la mise en œuvre ; à faire évoluer les politiques publiques au vu des résultats.

Il nous a paru intéressant de construire, entre ce réseau qui se met en place et la revue *Politique africaine*, une collaboration afin de mettre en débat les questions relatives à ce qui est devenu un objectif de la « communauté internationale » : réduire de moitié l'extrême pauvreté à l'horizon 2015. *Politique africaine* a déjà largement ouvert ses colonnes aux discussions sur les nouvelles orientations de la coopération internationale, en décryptant notamment les enjeux politiques que recouvre l'exigence affichée de « bonne gouvernance » et de lutte contre la pauvreté. En engageant ce partenariat, il s'agit désormais d'aller plus loin en animant un débat public régulier sur ces thèmes.

Au sein de la revue, la section Débat de la rubrique Magazine rendra compte des différents travaux entrepris et offrira une tribune de questionnements à la fois scientifiques et politiques. Elle s'ouvre cette fois-ci avec deux contributions : l'une de nos collègues de DIAL qui répond en partie aux précédentes prises de position de Bruno Lautier et de Christian Chavagneux⁵, et l'autre de Bruno Losch et Bonnie Campbell qui discutent vigoureusement les thèses avancées par les premiers. Le débat est lancé. Espérons qu'il se poursuivra également avec les contributions des lecteurs⁶.

Richard Banégas, Roland Marchal et Marc Lévy

1. IRD, CIRAD, DIAL, université de Versailles-Saint-Quentin, IRAM, GRET.

2. G. Winter (dir.), *Inégalités et politiques publiques en Afrique*, Paris, Karthala, 2001.

3. M. Lévy (dir.), *Comment réduire la pauvreté* (titre provisoire), Paris, Karthala, à paraître.

4. Voir sa prise de position dans *Lutte contre la pauvreté, les inégalités et l'exclusion*, publication du ministère des Affaires étrangères (DGCID), série « Repères », 2001.

5. C. Chavagneux, « Lutte contre la pauvreté : les enjeux politiques d'un slogan », *Politique africaine*, n° 82, juin 2001, pp. 161-168 ;

B. Lautier, « Sous la morale, la politique. La Banque mondiale et la lutte contre la pauvreté », *Politique africaine*, n° 82, juin 2001, pp. 169-176. L'IEDES que dirige B. Lautier sera associé aux activités du réseau.

6. La prise de contact avec le réseau peut se faire via la revue ou directement en écrivant au GRET, qui abrite sa coordination : 213, rue Lafayette, 75010 Paris (ou levy@gret.org).